

# Nouvelles C

## Sommaire

10 Les orthophonistes  
Spécialistes du langage  
et de la communication

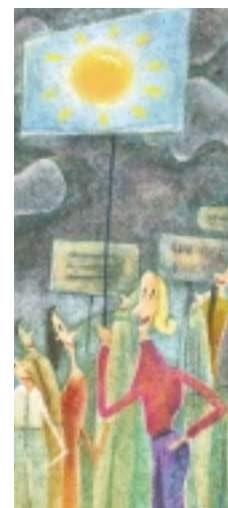
16 Qu'est-ce qu'on  
attend pour être  
heureux au travail ?

19 Compressions et  
privatisation pour  
Télé-Québec

21 Les infirmières et les infirmiers  
du Nord-Est québécois  
choisissent la CSQ

24 Les cégeps  
en sursis

34 Le budget  
« mini-wheat »  
d'Yves Séguin



# CSQ

6

Boîte aux lettres

8

Le monde de Marie-Sissi Labrèche

11

Les forums régionaux du gouvernement Charest  
La tornade libérale en débat ?

12

Un réseau sociopolitique sous les feux de la rampe

13

Jeu-questionnaire  
Il y a 30 ans, naissait la Centrale de l'enseignement du Québec

14

Enfin, une table de négociation pour les travailleuses des CPE

15

Les dépôts patronaux.  
On s'prepare une joyeuse tempête !

20

Dans la tornade des fusions forcées  
Plusieurs syndicats passeront l'été en campagne... électorale

22

Militer à la CSQ, une richesse pour la vie

23

Enquêtes dans les CHSLD  
Améliorer la qualité ou chasser des coupables ?

26

Quinze ans de réformes néolibérales

28

Quand des syndicats proposent leur propre réforme de l'éducation

29

Deux Québécoises au Honduras

30

Les EVB donnent un sens à la formation des étudiants adultes

32

Quoi enseigner ? Comment ? À qui ?  
— Jacques Salomé

35

Le bien commun, un enjeu politique

36

Militer pour être heureux

37

Les TIC en classe

38

Ressources

## Éditorial

### De corporation à centrale... La naissance d'un mouvement

Réjean Parent

Président

Le Conseil général de la CSQ tiendra sa prochaine réunion à Rivière-du-Loup, les 26, 27 et 28 mai prochain, trente ans après sa transformation de corporation en centrale. C'est précisément dans cette ville que le Congrès de la Corporation des enseignants du Québec a donné son aval pour que nous devenions la Centrale de l'enseignement du Québec, en juin 1974. Loin d'être un simple changement de nom, c'était un véritable changement de « raison sociale ». Ce moment de commémoration sera d'autant plus magique que nous accueillerons, pour la première fois au Conseil général, la délégation du Syndicat des infirmières et infirmiers du Nord-Est québécois (SIINEQ) qui vient tout juste de s'affilier à la Centrale.

Cette transformation en Centrale était l'aboutissement d'un long processus parsemé de travaux et de débats pour se donner un type d'organisation qui correspondait à la diversité de notre développement et aux aspirations qui nourrissaient notre action. Bien que le débat sur le nom n'ait trouvé son aboutissement qu'au Congrès de l'an 2000, le passage en Centrale constituait non seulement un moment d'ouverture à une plus grande diversité, mais, plus encore, il consacrait notre entrée dans un mouvement qui se définissait par une plus grande préoccupation de l'environnement social dans lequel nous évoluons. C'était tout un pas à franchir que de s'arracher à des revendications corporatistes et sectorielles pour s'inscrire dans l'ensemble du monde syndical et légitimer notre action dans la quête d'un mieux-être pour la société en général, ce qui nécessairement rejallirait sur les membres.

Comme si celles et ceux qui nous ont précédés avaient faculté de devins, en 2004, nous sommes confrontés à un gouvernement qui voudrait bien opposer notre action syndicale à l'action citoyenne. Un gouvernement qui voudrait nous délégitimer pour mieux nous ramener aux années de la grande noirceur et laisser préséance à la seule loi du profit. On a vu, jusqu'à présent, que notre capacité de lier nos revendications aux aspirations sociales des citoyennes et des citoyens du Québec a constitué un puissant frein aux volontés de démantèlement de l'État de ce gouvernement. Parce que notre histoire s'est construite à l'enseigne d'un mouvement caractérisé par la contestation sociale et trouvant ses assises dans une déclaration de principes ouverte sur le monde, nous semblons en voie de réussir à préserver des services publics qui soient de l'ordre du bien commun.

C'est pourquoi on peut se réjouir du choix fait par nos nouveaux collègues du SIINEQ, car il confirme la nécessité de réduire la dispersion syndicale et de resserrer les rangs pour combattre plus efficacement le néolibéralisme. Les tentatives d'opposer nos intérêts sectoriels n'ont plus leur sens dans un monde où les frontières sont éclatées et où les nouveaux credos sont compétitivité et productivité. Bienvenue chez nous pour qu'ensemble nous continuions à construire un monde meilleur (plutôt que de briller parmi les meilleurs).



CLEMENT ALLARD